



Département des Alpes de Haute Provence
COMMUNE DE SISTERON

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 11 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le onze du mois d'AVRIL

Membres en exercice :	29
Membres présents :	23
Procurations :	5
VOTES :	27
POUR :	27
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	5/04/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. RODRIGUEZ C. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. FERAUD S.

PROCURATIONS : BRUNET M. à SPAGNOU D., BOY JP. à TEMPLIER JP., JOURDAN E. à REYNIER C., MORARD S. à PAYAN L., SEBANI S. à JAFFRE S.

ABSENT NON EXCUSÉ : DERDICHE C.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-04-03-SG

OBJET : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA CITADELLE - AUTORISATION DE REALISER DES TRAVAUX COMPLEMENTAIRES INITIALEMENT NON PREVUS AU CONTRAT - ENGAGEMENT DE NON-MODIFICATION DU PROJET OU DE L'OPERATION (FEDER)

Monsieur Michel BRUNET ne prend pas part au vote.

Monsieur le Maire rappelle que la commune a confié à l'association A.T.M (Arts, Théâtre, Monuments) l'exploitation et l'animation, le développement et la valorisation du site et du monument historique de la citadelle au moyen d'un contrat de concession de délégation de service public conclu le 25 octobre 2019, pour une durée de 6 ans à compter du 1 janvier 2020.

L'échéance du terme de cette concession est fixée au 31 décembre 2025.

L'association A.T.M a engagé depuis quelques années, une réflexion sur les actions susceptibles de favoriser le rayonnement et l'attractivité de la Citadelle de Sisteron qui s'avère être un élément majeur du patrimoine culturel et touristique de notre territoire.

L'association a dans le cadre de cette réflexion posé des éléments de diagnostic et mis en évidence une muséographie actuellement minimaliste et vieillissante ne répondant plus aux standards d'un site de cette envergure.

Au terme de cette réflexion, l'association A.T.M a conçu un projet ambitieux de muséographie immersive et a sollicité de la commune l'autorisation de réaliser ce projet, Dans le cadre d'une demande initiale du 5 octobre 2023.

Ce projet ambitionne une complète renaissance du site de la citadelle. Le coût total des investissements est évalué à 1.000.000 € dans sa configuration initiale, mais nécessite un phasage des travaux au-delà de l'échéance du terme du contrat actuel. Le projet complet en effet, sous réserve d'un démarrage effectif au cours de l'exercice 2024, implique des investissements y compris sur les exercices 2026 et 2027, soit 2 ans au-delà de l'échéance normale du contrat.

Par ailleurs, le délégataire a inscrit cette action dans le cadre des financements de la Région et du FEDER.

Dans le cadre du comité de suivi du contrat de concession, diverses hypothèses ont été envisagées :

- L'hypothèse d'un avenant incluant les travaux avec une prolongation du contrat englobant la durée d'amortissement, ainsi que l'hypothèse d'un avenant incluant les investissements et prolongeant le contrat pour la seule durée des travaux ; ne peuvent être retenus juridiquement, compte tenu des termes du contrat et du caractère substantiel d'une telle modification par voie d'avenant ;

Mis en ligne le 12/04/2024 à 14h10

REÇU EN PREFECTURE

le 12/04/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-210402095-20240411-2024_04_03_

- L'hypothèse d'une fin anticipée du contrat de concession et l'incorporation du projet dans le cadre d'un nouveau contrat, ne s'avère pas ici compatible avec le calendrier des financements régionaux et FEDER, compte tenu des délais incompressibles de procédures et eu égard à l'aléa que revêt intrinsèquement une nouvelle procédure de d'évolution quant au porteur de projet.

Dans ce contexte, l'analyse juridique aboutit à privilégier une autorisation donnée au délégataire d'avoir à réaliser les travaux projetés à son initiative, sur le fondement des dispositions de l'article 14.3 du contrat de concession et dans le cadre du contrat actuel.

Cette solution étant exclusive de toute prolongation, le projet de muséographie immersive a été redimensionné par phases successives, de sorte que la première phase puisse être réalisée d'ici au 31 décembre 2025.

Le projet ainsi recalibré prévoit la réalisation des investissements ci-après :

- L'aménagement de trois espaces muséaux : à la Chapelle l'histoire du monument, dans la poudrière sud l'histoire du X^{ème} siècle et dans la première salle de la poudrière Vauban celle du Festival ;
- L'aménagement des bastions Notre-Dame et du Gouvernement sur les thèmes de la Ville et de Napoléon ;
- Le thème de la géologie-Durance-Buëch sera présenté à côté de la table d'orientation, face à la cluse ;
- Une aire de détente sera créée pour les visiteurs sur la 3^e terrasse Sud, la signalétique sera repensée et un nouveau plan de visite proposé ;
- Enfin, des équipements d'exposition temporaire en extérieur viendront compléter cet ensemble.

Le montant total du projet ainsi recalibré s'élève à 540.337 € TTC.

Ce périmètre révisé a fait l'objet d'une sollicitation formelle portant demande d'autorisation en date du 21 mars 2024.

Le délégataire souhaite solliciter diverses demandes de financement auprès de l'Europe, l'État et la Région. Conformément aux principes dégagés par le juge administratif, les investissements ainsi réalisés faisant corps avec le monument et s'avérant indispensables à l'expérience muséale des usagers-visiteurs de la Citadelle, constitueront des biens de retour et comme tels seront destinés à revenir dans le patrimoine communal à la fin du contrat de concession, moyennant le versement par la commune au profit du délégataire d'une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des investissements, déduction faite des subventions éventuellement reçues pour leur réalisation.

Aux ouvrages proprement dits, seront associées les études indispensables à la conservation et à la continuation du projet.

Dans l'hypothèse où notre collectivité, estimerait devoir pérenniser le mode de gestion concessif du site, ce montant indemnitaire sera repris dans le cadre de la procédure de dévolution afférente à la conclusion du prochain contrat de concession à titre de contribution financière imposée au futur délégataire.

Cette contribution viendra alors s'ajouter aux engagements financiers souscrits par le futur délégataire au soutien du futur contrat.

En l'état de la réglementation applicable, l'actuel délégataire ne dispose d'aucune garantie quant aux choix qui seront opérés par la collectivité publique (maintien du mode de gestion concessif, désignation du nouveau délégataire...) au terme du contrat actuel.

Pour autant, toute opération éligible à un financement au titre des fonds FEDER pour la période 2021-2027 et comprenant un investissement dans une infrastructure et/ou un investissement productif, est soumise à des obligations de pérennité, conformément à l'article 65 du règlement (UE) n°2021/1060, et ne doit donc pas connaître de modification importante dans les cinq ans suivant son achèvement.

Afin de satisfaire à cette obligation, la commune doit consentir à un engagement de pérennité conformément aux dispositions susmentionnées.

Au cas présent, il y a lieu de prendre l'engagement de ne pas affecter les investissements supports des financements FEDER d'une modification substantielle pour une durée de 5 ans à compter de l'achèvement des ouvrages réalisés dans le cadre de ce financement.

En complément de cet engagement, et compte tenu de l'intérêt pour la commune de poursuivre l'opération entreprise, il y aura lieu le cas échéant d'intégrer la phase 2 du projet global dans le cadre des investissements à réaliser sans le cadre du nouveau contrat à intervenir, si tel était le choix de notre collectivité, à compter du 1er janvier 2026.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est proposé de :

- Habilitier Monsieur le Maire, ou son délégué, à autoriser la réalisation des travaux envisagés par le délégataire A.T.M, pour un montant de 540.337 € TTC, selon les dispositions de l'article 14.3 du contrat de concession du 25 octobre 2019, conformément au projet de phase 1 ;
- Dire que les ouvrages, éléments d'ouvrage, aménagements, agencements et installations, autorisés constitueront des biens de retour et comme tels seront destinés à revenir dans le patrimoine communal à la fin du contrat de concession, moyennant le versement par la commune au profit du délégataire d'une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des investissements, déduction faite des subventions éventuellement reçues pour leur réalisation ;
- Dire que les études indispensables à la conservation et à la continuation du projet bénéficieront du même régime juridique ;
- Autoriser Monsieur le Maire à consentir au nom de la commune l'engagement de ne pas affecter les investissements supports des financements FEDER d'une modification substantielle pour une durée de 5 ans à compter de l'achèvement des ouvrages réalisés dans le cadre de ce financement, au sens des dispositions de l'article 65 du règlement (UE) n°2021/1060 ;
- Habilitier Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Vu le règlement (UE) n°2021/1060 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

OUÏ CET EXPOSÉ ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE

- **HABILITE** Monsieur le Maire, ou son délégué, à autoriser la réalisation des travaux envisagés par le délégataire A.T.M, pour un montant de 540.337 € TTC, selon les dispositions de l'article 14.3 du contrat de concession du 25 octobre 2019, conformément au projet de phase 1 ;
- **DIT** que les ouvrages, éléments d'ouvrage, aménagements, agencements et installations, autorisés constitueront des biens de retour et comme tels seront destinés à revenir dans le patrimoine communal à la fin du contrat de concession, moyennant le versement par la commune au profit du délégataire d'une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des investissements, déduction faite des subventions éventuellement reçues pour leur réalisation ;
- **DIT** que les études indispensables à la conservation et à la continuation du projet bénéficieront du même régime juridique ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à consentir au nom de la commune l'engagement de ne pas affecter les investissements supports des financements FEDER d'une modification substantielle pour une durée de 5 ans à compter de l'achèvement des ouvrages réalisés dans le cadre de ce financement, au sens des dispositions de l'article 65 du règlement (UE) n°2021/1060 ;
- **HABILITE** Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU